

**NON AU BUSINESS MODEL  
D'EMMANUEL MACRON**

**OUI À UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE,  
PLUS SOLIDAIRE, PLUS EGALITAIRE**

### **UNE FLEXISÉCURITÉ AU PROFIT DES ENTREPRISES**

Le gouvernement déroule, depuis presque un an, un programme de casse des acquis sociaux. Après la remise en cause du droit du travail, la réforme en cours de l'assurance chômage devait assurer une plus grande sécurité aux individus en étendant les droits aux démissionnaires et aux indépendants. Elle contribuera en réalité à renforcer les obligations des chômeurs, à les contraindre d'accepter tous les emplois vacants et leur mobilité. Quant à la formation professionnelle, l'instauration d'un compte personnel crédité en euros et non plus en heures risque de creuser les inégalités entre les mieux informés et les autres.

Emmanuel Macron et ses alliés, Gattaz et consorts, ont pour projet la "start-up nation", la destruction des statuts, la sortie progressive du salariat pour faire grossir les rangs des des auto-entrepreneurs assumant la totalité du risque. Il y a la volonté de casser les solidarités collectives par l'individualisation des droits sociaux et la responsabilisation des assurés, l'Etat n'intervenant plus que de manière ciblée vers les plus nécessiteux.

Ces réformes ne peuvent qu'aggraver la précarité et la pauvreté. La France compte un million de pauvres de plus qu'en 2008. Cette progression s'explique par la crise mais aussi par les réformes passées du marché du travail et de l'indemnisation du chômage... plus de la moitié des chômeurs n'étant plus indemnisés ! Les premiers de cordée, dont le sac a été fortement allégé par la réforme fiscale de l'automne dernier, vont grimper encore plus vite. Mais la cordée dans son ensemble risque de dévisser si les derniers de la cordée n'ont plus la force de grimper !

**NON AU BUSINESS MODEL  
D'EMMANUEL MACRON**

**OUI À UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE,  
PLUS SOLIDAIRE, PLUS EGALITAIRE**

### **UNE FLEXISÉCURITÉ AU PROFIT DES ENTREPRISES**

Le gouvernement déroule, depuis presque un an, un programme de casse des acquis sociaux. Après la remise en cause du droit du travail, la réforme en cours de l'assurance chômage devait assurer une plus grande sécurité aux individus en étendant les droits aux démissionnaires et aux indépendants. Elle contribuera en réalité à renforcer les obligations des chômeurs, à les contraindre d'accepter tous les emplois vacants et leur mobilité. Quant à la formation professionnelle, l'instauration d'un compte personnel crédité en euros et non plus en heures risque de creuser les inégalités entre les mieux informés et les autres.

Emmanuel Macron et ses alliés, Gattaz et consorts, ont pour projet la "start-up nation", la destruction des statuts, la sortie progressive du salariat pour faire grossir les rangs des des auto-entrepreneurs assumant la totalité du risque. Il y a la volonté de casser les solidarités collectives par l'individualisation des droits sociaux et la responsabilisation des assurés, l'Etat n'intervenant plus que de manière ciblée vers les plus nécessiteux.

Ces réformes ne peuvent qu'aggraver la précarité et la pauvreté. La France compte un million de pauvres de plus qu'en 2008. Cette progression s'explique par la crise mais aussi par les réformes passées du marché du travail et de l'indemnisation du chômage... plus de la moitié des chômeurs n'étant plus indemnisés ! Les premiers de cordée, dont le sac a été fortement allégé par la réforme fiscale de l'automne dernier, vont grimper encore plus vite. Mais la cordée dans son ensemble risque de dévisser si les derniers de la cordée n'ont plus la force de grimper !

## DESTRUCTION DU SERVICE PUBLIC

Du côté des services publics, avec son vaste chantier « Cap 2022 » le gouvernement entend supprimer 120 000 postes de fonctionnaires d'Etat et des collectivités locales. Et en s'en prenant d'abord aux cheminots et à leur statut, il choisit la méthode forte pour casser tout esprit de résistance face à sa volonté de continuer à libéraliser l'économie. Sans compter les vastes privatisations qu'il a déjà engagées et qui vont s'attaquer à des entreprises qui portent des missions de services public, des enjeux de développement territorial ou d'éthique ((aéroports, Française des jeux...)) et qui surtout rapportent chaque année des milliards de dividendes à l'Etat !

## UN CHOIX DE SOCIÉTÉ

Avec ces réformes nous sommes face à un choix entre une société sans protection sociale ni services publics et une société plus juste, plus solidaire, plus égalitaire . Avec l'action contre Apple et l'évasion fiscale, Attac continue son combat pour la justice fiscale. Avec la même énergie elle défendra la justice sociale et la justice environnementale.

 **PASSEZ À L'ATTAC !**

  
**attac**  
france.attac.org

 @attac\_fr

 Attac France (Officiel)

## DESTRUCTION DU SERVICE PUBLIC

Du côté des services publics, avec son vaste chantier « Cap 2022 » le gouvernement entend supprimer 120 000 postes de fonctionnaires d'Etat et des collectivités locales. Et en s'en prenant d'abord aux cheminots et à leur statut, il choisit la méthode forte pour casser tout esprit de résistance face à sa volonté de continuer à libéraliser l'économie. Sans compter les vastes privatisations qu'il a déjà engagées et qui vont s'attaquer à des entreprises qui portent des missions de services public, des enjeux de développement territorial ou d'éthique ((aéroports, Française des jeux...)) et qui surtout rapportent chaque année des milliards de dividendes à l'Etat !

## UN CHOIX DE SOCIÉTÉ

Avec ces réformes nous sommes face à un choix entre une société sans protection sociale ni services publics et une société plus juste, plus solidaire, plus égalitaire . Avec l'action contre Apple et l'évasion fiscale, Attac continue son combat pour la justice fiscale. Avec la même énergie elle défendra la justice sociale et la justice environnementale.

 **PASSEZ À L'ATTAC !**

  
**attac**  
france.attac.org

 @attac\_fr

 Attac France (Officiel)